



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2081>

Virginie Solunto : s'engager avec les autres forces démocratiques contre l'Etat

d'urgence

l'école SNUipp-FSU - Conseil national de la V 11 : 01 -
Date de mise en ligne : samedi 16 janvier 2016

emancipée

L'École Émancipée

Lors de notre précédent CN du mois de Novembre, à quelques jours des tragiques et meurtriers événements parisiens condamnés par tous, le SNUipp-FSU, sans s'opposer à l'état d'urgence, malgré quelques réticences exprimées ici-même, écrivait dans son texte action « S'il faut bien évidemment assurer la sécurité de la population, le SNUipp-FSU rappelle son attachement aux libertés, tant individuelles que collectives, et en refuse toutes restrictions. Lutter contre le terrorisme, c'est d'abord protéger nos libertés et nos institutions démocratiques. Le SNUipp-FSU reste vigilant pour que l'état d'urgence ne dure pas et ne nous fasse pas sortir de l'état de droit. Dans ce contexte, le mouvement syndical a des responsabilités particulières. Il doit se rassembler largement, comme en janvier dernier, contre la barbarie, contre les amalgames, pour les libertés et la paix ». Deux mois plus tard où en sommes-nous ?

Des mesures exceptionnelles de sécurité - jusque dans les écoles - sont mises en place par le gouvernement avec la prolongation de 3 mois de l'état d'urgence, perquisitions administratives, assignations à résidence, interdiction de manifester, intimidations et arrestations. Sous couvert de combattre le terrorisme et en réponse à la peur et au désarroi répandus dans le pays, l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés individuelles, collectives, sociales et politiques et sur la démocratie. Maintenant le gouvernement veut faire de l'état d'urgence un état permanent en modifiant la loi pénale et en révisant précipitamment la constitution, allant jusqu'à proposer la déchéance de nationalité pour les bi-nationaux nés sur le territoire français, en prolongeant à nouveau l'état d'urgence si besoin. Mais des voix s'élèvent. Agir de la sorte serait céder à l'objectif même des terroristes de nous faire vivre dans la peur. Le tout sécuritaire ne saurait résoudre la situation, voilà près de 15 ans que les sociétés occidentales le constatent. Notre état de droit a les moyens d'assurer la sécurité de toutes et tous en respectant l'équilibre des pouvoirs et les valeurs de notre démocratie. Les dispositifs législatifs existants sont suffisants pour permettre aux pouvoirs publics d'assurer leurs missions.

La FSU a été signataire de la pétition « Nous ne céderons pas » à l'initiative de la LDH. Ne nous arrêtons pas en chemin. Sans nier la complexité de la situation et la diversité des positions et même si l'aspiration à la sécurité de l'ensemble des citoyens est totalement légitime, la déchéance de nationalité envisagée par le gouvernement, mesure chère à la droite et à l'extrême droite, délivre le message d'une France divisée au lieu de s'élever contre toutes les discriminations et contre toutes les manifestations de racisme. C'est du côté de la transformation sociale et du soutien à la jeunesse que se trouvent les réponses. C'est aux côtés des forces démocratiques qui se rassemblent, de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Ligue de l'enseignement au MRAP et beaucoup d'autres, dans une dynamique unitaire, dans les écrits, dans l'action et dans la rue, que la FSU et le SNUipp-FSU doivent prendre leur place. Ils doivent dénoncer toutes les mesures qui nous feraient passer d'un état de droit à un état policier, s'opposer avec force à la déchéance de nationalité, demander la levée immédiate de l'état d'urgence et un retour à un régime démocratique respectueux de l'équilibre des pouvoirs, des libertés individuelles, collectives et syndicales.